

Pablo Ortiz-T.



Évènements en 2019

Le virage néolibéral radical pris par le gouvernement de Lenin Moreno dès 2017 n'a cessé de s'aggraver en 2019, et ce à travers trois grands axes d'action: l'adoption de mesures et de politiques favorables aux intérêts des oligarchies de Guayaquil et de Quito (grandes entreprises d'importation, banques et groupes financiers), l'ouverture plus poussée du pays au capital transnational lié à l'industrie extractive - à travers notamment de projets d'exploitation minière et pétrolière dans des territoires indiens amazoniens - et enfin, l'alignement total du gouvernement équatorien avec la politique extérieure de l'administration Trump en Amérique Latine.

En matière de politique économique, la réforme des lois de Développement Productif (*Fomento Productivo*) marque clairement le passage d'une économie régulée par l'État à une économie néolibérale pilotée par les grandes entreprises privées. Des chefs d'entreprises comme Pablo Arosemena, président des Chambres du Commerce d'Equateur, poussent pour une réforme du Code du travail permettant notamment de licencier plus facilement les salariés du secteur privé, changer les contrats actuels (qui garantissent une certaine stabilité et des droits aux salariés) en contrats horaires, réduire (encore plus) les impôts des entreprises, et allonger la période probatoire. Ce sont ces mesures de flexibilisation et de précarisation des conditions de travail que l'on retrouve dans l'accord passé le 11 mars 2019 entre le gouvernement équatorien et le Fonds Monétaire International et qui débouche sur un prêt de 4,2 milliards de dollars (avec un premier versement immédiat de 625 millions) alors même que la dette de l'état atteint déjà les 3 milliards¹ Tout rappelle ici les politiques du « Consensus de Washington » des années 90 : réduction de l'État (licenciement de fonctionnaires publiques, fusion et élimination d'institutions publiques, réduction du pouvoir

régulateur de l'État), suppressions de subventions et augmentation du prix de l'essence et du gaz, et privatisation d'entreprises publiques (notamment dans les secteurs de l'énergie-pétrole et électricité- et des télécommunications).²

Le gouvernement met parallèlement en place un « plan d'austérité » qui provoque le licenciement de plus de 50 000 fonctionnaires du secteur public, et réduit le budget de l'éducation et de la santé.

En matière géopolitique, les entreprises pétrolières ont atteint leur objectif : changer les règles du jeu, favorables à l'État pendant la période de la « Révolution Citoyenne » et le gouvernement de Rafael Correa. C'est un retour au vieux système des contrats de partage de production, qui favorise complètement les entreprises transnationales. Avec ces nouvelles règles du jeu, la part de l'État dans la distribution des revenus pétroliers atteint à peine les 12,5 % sur chaque zone d'exploitation.³ C'est dans ce contexte que se tient le XII Cycle d'appels d'offres pour l'exploitation pétrolière entre septembre 2018 et mai 2019 ; il s'achève avec l'attribution de marchés à 21 entreprises (un total de 2 406 puits maintenant en phase d'exploitation).⁴

Un autre front extractif progresse : des projets d'exploitation à grande échelle de cuivre et d'or menacent des territoires indiens et des aires protégées ou écologiquement vulnérables. Aujourd'hui, il y a en Equateur 275 concessions minières, qui représentent 14,8 % du territoire national. Selon Fernando Benalcázar, vice ministre des Mines, le gouvernement et les grandes entreprises minières projettent de faire des investissements pharaoniques : il prédit un « *boom minier imminent dans les prochaines années* ». Ces prochains mois, les projets stratégiques de Mirador et Fruta del Norte rentreront dans la phase d'opération, deux projets situés dans la province de Zamora Chinchipe, en territoire Shuar, au sud ouest de l'Amazonie en zone frontalière (Pérou).⁵

En matière de politique extérieure, c'est une subordination absolue aux stratégies du gouvernement de Trump dans la région permettant un retour en force de la politique de l'«arrière cour» de la puissance nord-américaine...

Les nombreuses visites de Craig Faller, chef du Commando Sud des Etats Unis en avril 2019⁶, et de Mike Pompeo, secrétaire d'état des Etats Unis, en juillet⁷, sont des signaux clairs de la direction prise par le gouvernement équatorien... Depuis la décision de céder aux demandes de Chevron-Texaco -responsable de dommages incalculables dans le nord ouest de l'Amazonie équatorienne⁸, le retrait de l'asile politique à Julian Assange permettant son arrestation dans l'ambassade équatorienne à Londres, la rupture des relations avec le Venezuela et Nicolas Maduro et la reconnaissance de Juan Gaido comme président intérimaire⁹, jusqu'à la décision d'autoriser à nouveau les opérations militaires américaines sur le territoire national – notamment d'effectuer des vols avec des avions Orion P3 et Awac- et l'utilisation à des fins militaires des Iles Galapagos, la plus grande aire protégée du pays et Patrimoine Naturel de l'Humanité, sous prétexte de lutte contre le narcotrafic et la pêche illégale en haute mer...la politique du gouvernement équatorien ne semble être qu'un script imposé par l'agenda géopolitique, militaire et économique des Etats Unis dans la région.

Parmi les appuis de Moreno, les grands groupes de presse, qui n'ont cessé de défendre et répliquer les thèses officielles présentant l'action du gouvernement comme « la meilleure alternative » à la « crise du pays », et les soit disant bénéfices de l'accord avec le FMI ou les avantages d'une subordination au gouvernement des Etats Unis.

Victoire en justice des Waorani face au « siège pétrolier » le cas du bloc [pétrolier] 22.

Dans ce contexte, les entreprises pétrolières continuent leur offensive sur l'Amazonie. Deux zones concentrent les tensions :

- à l'extrême nord-ouest du Parc National Yasuni (situé en territoire Waorani), avec le Projet Ishpingo Tambococha y Tiputini (ITT), la plus grande exploitation dans ce secteur selon les propres déclarations du gouvernement (77 333 barils de pétrole par jour) ; et
- le bloc 22, au nord de la province de Pastaza, en Amazonie centrale.

Concernant le Projet ITT, le gouvernement a décidé par décret (21 mai 2019, Decreto Ejecutivo n°751)¹⁰, d'augmenter de 59 000 hectares la zone intangible du Parc National Yasuni (où tout type d'activité extractive est interdite), mais autorise dans le même temps l'extraction dans la Zone tampon (qui sépare la zone d'exploitation et la zone intangible), ce qui menace totalement le fragile et complexe écosystème de ce parc et la vie même des Tagaeri et des Taromenane, peuples en isolement volontaire ¹¹.

Le 27 février 2019, les Waorani, accompagnés de communautés et représentants Shiwiar, Andes, Acuar, Cofán, Siona, Siekopai, Kichwa, Shuar, Sapara, ainsi que le Défenseur du Peuple, manifestent dans les rues de Puyo (capitale de la province de Pastaza) jusqu'à la Cour de Justice. Ils y déposent un recours en protection afin de garantir leur droit constitutionnel à la Consultation Préalable, Libre et Informée (CPLI) et à l'autodétermination, et de protéger leur territoire de nouvelles concessions pétrolières¹². « *Nous voulons vivre libres, sains, heureux. Notre territoire n'est pas à vendre* », déclare Inés Nenquimo Pauchi, dirigeante de la Coordination de la Nationalité Waorani de Pastaza (CONCONAWEP).¹³

Deux mois plus tard, Pilar Araujo, juge de la Cour Provinciale de Pastaza déclare :

*« ce tribunal détermine qu'il y a violation du droit constitutionnel à la consultation préalable, libre et informée, et il déclare recevable le recours en protection à faveur des communautés de la nationalité Waorani de Pastaza ».*¹⁴

Le gouvernement - à travers le Ministre de l'Environnement, et le procureur général - fait appel de cette décision. Le 11 juillet 2019, la Cour Provinciale de Justice de Pastaza ratifie le jugement rendu en première instance, confirmant donc la violation du droit à la Consultation Oréalable, Libre et Informée, à l'autodétermination, et aux droits de la nature, protégeant ainsi près de 200 000 hectares du territoire Waorani de l'exploitation pétrolière.¹⁵

Le jugement souligne :

« étant donné les éléments exposés, il n'y a aucun doute qu'en ce qui concerne la consultation préalable et informée, les paramètres indiqués par la Cour dans l'alinéa 172 (obligations de l'État) n'ont pas été pris en compte, ni la temporalité ou le moment opportun de la consultation (alinéa 180) ; la consultation a été considérée comme une démarche formelle de socialisation alors que cela ne l'est pas (alinéa 186) ; la communauté n'a pas été consultée ni leurs traditions ancestrales prises en compte (alinéa 201) et les procédures n'ont pas été réalisées tel que défini dans l'alinéa 202 ».

Le jugement rendu en seconde instance déclare donc invalide de manière définitive le supposé processus de consultation réalisé en 2012 et toutes les actions liées à ce processus.¹⁶

« Cette victoire montre au monde la lutte et l'unité des communautés ; elle montre aussi que d'autres peuples doivent se dépêcher (...) pour qu'ils nous laissent vivre dans une forêt libre »,

déclare alors Oswaldo Nenquimo, porte parole des Waorani de Pastaza. ¹⁷

Malgré ce jugement, le procureur général de l'État et le ministère de l'environnement présentent un recours devant la Cour Constitutionnelle contre les jugements du 26 avril et du 11 juillet 2019 de la Cour Provinciale de Pastaza.

Le 2 octobre, à Quito, le Tribunal de la Salle d'admission de la Cour Constitutionnelle accepte d'examiner la demande. Elle la déclare irrecevable le 27 novembre en raison de l'absence

« d'une argumentation claire expliquant la violation du droit, et la responsabilité directe et immédiate, par action ou par omission, de l'autorité de justice, indépendamment des faits qui ont conduit à la procédure judiciaire ». ¹⁸

Rupture entre le mouvement indien et le gouvernement et insurrection d'octobre

Parmi les mesures néolibérales prises par le gouvernement, l'élimination des subventions aux carburants en décembre 2018 déclenche de fortes réactions de différents secteurs (syndicats, organisations paysannes et indiennes locales.) Des manifestations ont lieu dans plusieurs villes du pays.

Fin janvier 2019, à Salcedo (province de Cotopaxi, Sierra Centrale), des habitants regroupés sous la bannière du Mouvement Indien et Paysan de Cotopaxi (*Movimiento Indígena y Campesino de Cotopaxi* - MICC) bloquent à deux reprises la Panaméricaine¹⁹. Leonidas Iza, président du MICC, dénonce alors une brutale répression policière et l'utilisation de bombes lacrymogènes ; il déplore plusieurs blessés parmi les manifestants. Il rappelle également à cette occasion qu'aucune des demandes des organisations et mouvement indien (présentées au gouvernement dès le printemps 2017) n'ont été écoutées, notamment l'autorisation du transport communautaire pour que les camionnettes puissent assurer les trajets des passagers et le transport de marchandises, ou encore le maintien du prix du lait à 0,42\$ ²⁰

Malgré la participation de la Confédération de Nationalités Indiennes d'Equateur (CONAIE) et de son bras politique, le Mouvement Plurinational Pachakutik maintien son alliance avec gouvernement de Lenin Moreno²¹ (avec notamment Humberto Cholango au poste de Secrétaire National de l'Eau).

Les promesses non tenues du gouvernement détruisent la confiance et la patience de nombreuses organisations indiennes de base ; la liste est longue en effet:

- pas d'amnistie pour les dirigeants poursuivis en justice,
- report du plan intégral de gestion des ressources en eau et des éléments permettant une gestion communautaire locale,
- non restructuration des dettes des organisations ayant des difficultés de paiement de leurs parcelles agricoles,

- maintien de la totalité des amendes au Secrétariat National de l'Eau (SENAGUA),
- très lente réouverture d'écoles de petite taille en milieu rural...

Le 23 août 2019, à Archidona (province de Napo, Amazonie Centrale), l'Assemblée Annuelle de la CONAIE décide de rompre le dialogue avec le gouvernement *« étant donné qu'aucune de nos demandes n'a été écoutée, et que le gouvernement impose des conditions au dialogue. Cette décision est prise à l'unanimité »*.

L'assemblée appelle également « à l'unité nationale de toutes les organisations sociales, ouvrières, paysannes, étudiantes, féministes, retraités, entre autres, contre les politiques économiques du gouvernement national, qui répondent aux pressions du FMI (et) » et déclare

« une assemblée permanente et de résistance pour défendre nos territoires et le vivant, et exiger le retrait immédiat et révocation permanente des concessions minières, pétrolières, forestières, et hydro-électriques dans nos territoires, les territoires sacrés des peuples et nationalités ».²²

Cinq semaines plus tard, la nuit du 1^{er} octobre, Lenin Moreno annonce 6 mesures économiques et 13 propositions de réforme de lois, ensuite intégrées au Décret n°883 (qui supprime les subventions aux carburants provoquant l'augmentation des prix du diesel et de l'essence), tout en promettant 15 dollars par mois en « bons » à 300 000 familles, l'élimination ou la réduction des frais de douanes pour l'importation de dispositifs mobiles, et 1 milliard de dollars en prêts hypothécaires dès novembre, à un taux de 4,99 %; il annonce en même temps de futurs licenciements dans le secteur public, et celui, immédiat, de 23 000 fonctionnaires.²³

Un très large front d'organisations sociales parmi lesquelles le Front Unitaire des Travailleurs (*Frente Unitario de Trabajadores-FUT*), la CONAIE, la Fédération Nationale d'Organisations Paysannes Indiennes et Noires (FENOCIN), le Front Populaire (FP), la Fédération de Coopératives de Transport Public de Passagers (FENACOTIP), et des groupes liés au Mouvement Révolution Citoyenne (MRC) déclarent leur appui aux manifestations contre Lenin Moreno.

La réaction populaire ne se fait pas attendre. Entre le 24 septembre et le 13 octobre, quatre grandes mobilisations se déclenchent:

- le blocage de la province de Carchi, frontalière avec la Colombie²⁴,
- la grève nationale de tout le secteur des transports (transporteurs routiers, urbains, interprovinciaux, taxis) ;
- le soulèvement indien et paysan aussi bien dans les villes que dans les aires rurales, et
- des mobilisations des secteurs populaires surtout dans les villes, et notamment à Quito.

A Carchi, les organisations de transporteurs organisent le blocage des routes et de la province, entraînant la paralysie des activités commerciales et la suspension de l'école. Dans les principales villes de la province, des collectifs de quartier, de jeunes, de femmes, occupent les espaces publics et exigent le retrait du décret 883 et la démission de Moreno. Tous ces rassemblements sur les places, sur les routes, dans les rues sont sévèrement réprimés par la police et l'armée, protégées par « l'état d'exception » déclaré le 3 octobre.²⁵

Le soulèvement indien dans la province est déclenché par l'accord à Carchi, le 5 octobre, entre les organisations de transporteurs protagonistes du blocage et le gouvernement (qui accède à certaines de leurs demandes comme la participation à l'entretien des routes et l'augmentation des tarifs des titres de transport). Dès l'aube, les organisations communautaires indiennes de base se mobilisent dans la Sierra Centrale et Nord. Au même moment, la presse et le gouvernement annoncent publiquement dans tous les médias et réseaux sociaux que « tout est sous contrôle », et que « les blocages

vont cesser »²⁶. Une gigantesque campagne médiatique pilotée par le gouvernement et les grands groupes médiatiques pour invisibiliser le mouvement social né dans les zones rurales et qui gagne rapidement les villes.²⁷

A Ibarra (capitale de la province d'Imbabura), au terme d'une marche de quatre heures, 4000 indiens présentent un manifeste au gouverneur de la province, exigeant le retrait du « paquetazo » (les mesures économiques) de Moreno : « *avec ceci nous voulons dire aux autorités que ces mesures vident les poches de tous les équatoriens. Ça n'est pas possible que nous payons la dette de ce qu'ils ont volé* » (28)

Le 5 octobre, Carlos Tagua, président du Mouvement Indien de Chimborazo (MICH) appelle au soulèvement indien. Carlos Susuzagñay président d'Ecuadorunari, déclare : « nous radicaliserons les actions à partir d'aujourd'hui. Tout notre peuple se soulève dans ses communautés et paroisses ». ²⁹

Dans la province de Chimborazo, ainsi que dans celles de Cañar, Bolivar, Tungurahua, et Cotopaxi, des réunions de travail et d'analyse se montent à l'intérieur des organisations. La mobilisation est progressive, jusqu'aux capitales de province, avec des blocages de route, des occupations de places et de marchés, comme par exemple à Colta, Guamote, Guaranda, Salasacas, Saquisilí et Latacunga.

Les jours suivants, on a pu observer de nombreux répertoires d'actions collectives, dont trois ressortent particulièrement :

- l'occupation des centres-villes, des principales places publiques et des immeubles du gouvernement de province dans 11 provinces (9 dans la Sierra et 2 en Amazonie) ;
- le blocage de routes, qui a paralysé le pays pendant 6 jours consécutifs ; et
- la mobilisation à Quito de plus de 30 000 indiens, hébergés dans les installations de 4 universités, et réunis au Théâtre Agora de la Maison de la Culture devenu centre d'opérations et d'hébergement pour 5 000 manifestants. (30)

Au même moment à Panzaleo (canton Salcedo, province de Cotopaxi), des dirigeants et représentants d'organisations se déclarent en mobilisation permanente, jusqu'au retrait des mesures.

Pendant une semaine, tous les jours, Quito devient alors le théâtre de manifestations pacifiques vers l'Assemblée Nationale et le Centre historique et le Palais présidentiel (Carondelet). D'autres organisations (étudiantes, syndicales, de quartier, de femmes/féministes) se joignent aux organisations de base indiennes. Le Centre de Quito est barricadé : plusieurs rues autour de la Place de l'Indépendance ou se trouve la Présidence. Barrières, barbelés, clôtures électrifiées, et l'armée. Avant chaque départ de cortège, les manifestants déjeunent dans les universités auto-déclarées « zones de paix et d'accueil humanitaire » et dans le Parc El Arbolito. On estime entre 40 000 à 70 000 personnes mobilisées chaque jour.

La force du soulèvement indien et populaire, son caractère non violent, son indépendance du « corréisme », et l'appui que cette mobilisation a reçu partout dans le pays, ont été des facteurs déterminants pour que le gouvernement accepte d'organiser un dialogue politique direct, et, annule le décret 883 à l'origine de la crise³¹. Plusieurs enquêtes montrent alors qu'entre 65 % et 85 % des citoyens rejettent la décision de supprimer les subventions aux carburants et partagent les motivations des manifestants.³²

Mais, au pacifisme de la mobilisation indienne répond une répression violente de l'armée et, surtout, de la police. Une des 10 personnes qui ont perdu la vie durant ces manifestations était Segundo Inocencio Tucumbi, un dirigeant de la communauté Yanahurco de Juiga, dans le canton Pujilí (province de Cotopaxi). Le 9 octobre, alors qu'il se trouvait près de l'Assemblée Nationale : « *ils sont arrivés en cheval, en moto, avec des*

chens. *Une grenade lacrymogène a frappé Inocencio et lui a détruit la tête*». Selon Leonidas Iza, un jet de pierre d'un «infiltré» contre les militaires a déclenché une répression massive contre la manifestation pacifique.³³ Selon le Défenseur du Peuple, dans la période du 3 au 10 octobre, il y a eu 10 morts et 1070 arrestations. 80% des personnes détenues ont été relâchées rapidement, sans poursuites, ce qui montre le caractère illégal de ces détentions, et donc un abus ou excès dans l'usage de la force par la Police Nationale.

Selon la CIDH, il y a eu plusieurs violations des droits de l'homme durant cette période :

- agressions et attaques à la presse pendant les manifestations ;
- violations du droit à la liberté d'expression et d'association ;
- menaces à l'intégrité de la personne et à sa vie dans les manifestations ;
- détentions, criminalisation et stigmatisation de manifestants.³⁴

En ce qui concerne l'usage de la force par l'État équatorien, la CIDH se déclare *« préoccupée par l'action des forces de l'ordre qui n'ont pas respecté les protocoles interaméricains et internationaux qui encadrent l'action dans ce genre de situations, comme le montre l'usage indiscriminé des gaz lacrymogènes, même dans des espaces destinés aux mères et leurs enfants, et en raison des décès enregistrés durant cette période »*.

Notes et références

1. Disponible en: <https://www.imf.org/es/News/Articles/2019/03/11/ecuador-pr1972-imf-executive-board-approves-eff-for-ecuador> También se puede ampliar en Paz y Miño, J. "Ejes del acuerdo de Ecuador con el FMI" en Historia y Presente 25.03.2019 <http://www.historiaypresente.com/ejes-del-acuerdo-ecuador-fmi/>
2. Baez Jonathan "FMI nuevamente en Ecuador: disputa y silencio" en: <https://www.revistacrisis.com/debate/fmi-nuevamente-en-ecuador-disputa-y-silencio>; Cf. También en CDES ¡Primera victoria! Corte obliga publicación del acuerdo con el FMI disponible en <https://cdes.org.ec/web/primera-victoria-corte-obliga-publicacion-del-acuerdo-con-el-fmi/>
3. El nuevo modelo de contrato petrolero viola la Constitución: A. Tandazo 06.08.2018 Cf. en https://mx.ivoox.com/es/nuevo-modelo-contrato-petroleo-ro-viola-la-audios-mp3_rf_27615755_1.html
4. Emitió Decreto 449 12 de julio 208 RO 364 con el cual se reformó la el reglamento de la Ley reformativa de la Ley de Hidrocarburos viabilizando el modelo contractual de participación.
5. Cf. "Ecuador a las puertas del Boom Minero", 01.07.2019. Disponible en: <https://www.planv.com.ec/investigacion/investigacion/el-ecuador-puertas-del-boom-minero>
6. US Southcom Chief Visits Ecuador to Talk 'Security Matters' 25.04.2019 en: <https://www.telesurenglish.net/news/US-Southcom-Chief-Visits-Ecuador-to-Talk-Security-Matters-20190425-0002.html>
7. Pompeo to Meet with Ecuadorian President Moreno on Latest Leg of Latin American Trip VOA 20.07.2019 en: <https://www.voanews.com/america/pompeo-meet-ecuadorian-president-moreno-latest-leg-latin-american-trip>
8. Ecuador remediará pasivos ambientales dejados por Chevron, anunció ministro 26.02.2019 El Universo, en: <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/02/26/nota/7209359/ecuador-remediara-pasivos-ambientales-dejados-chevron-anuncio>
9. "Ecuador reconoce la presidencia (i) de Juan Guaidó 23.01.2020 El Comercio en: <https://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador-paises-guaido-presidencia-te-venezuela.html>
10. Decreto Ejecutivo No751 21.05.2019 publicado en el Registro Oficial No.506 del martes 11.06.2011. Suplemento. Disponible en: <https://www.derechoecuador.com/registro-Oficial/2019/06/registro-Oficial-no506--martes-11-de-junio-de-2019-suplemento>
11. "Gobierno modifica Zona Intangible Tagaeri Taromenane del Yasuní" en Diario El Universo, 22.05.2019 en: <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/05/22/nota/7341731/gobierno-modifica-zona-intangible-tagaeri-taromenane-yasuni>
12. Defensoría del Pueblo, 27.02.2019 en: <https://www.dpe.gob.ec/comunicado-1-des-del-pueblo-waorani-y-la-defensoria-del-pueblo-presentan-accion-de-proteccion-para-protector-su-territorio-ancestral-de-la-licitacion-petrolera/>
13. Ecuador: indígenas Waorani de Pastaza se oponen al bloque petrolero 22 en su territorio en Mongabay 14.03.2019 en: <https://es.mongabay.com/2019/03/indigenas-waorani-oposicion-bloque-petrolero-amazonia-pastaza/>
14. Waoranis consiguen fallo judicial para frenar avance de explotación petrolera en Amazonía en Diario El Universo 26.04.2019 en: <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/04/26/nota/7303388/lucha-guerreros-wao-contrapetroleo-ras-amazonia-este-viernes-corte>
15. Vulneración de derechos colectivos y fallo histórico a favor del Pueblo Waorani INREDH 22.07.2019 en <https://inredh.org/index.php/actividades-conversatorios-etc/30-conversatorios-on-line/1177-vulneracion-de-derechos-colectivos-y-fallo-historico-a-favor-del-pueblo-waorani> Cf. También en Andrés Tapia "Resistencia Waorani: cinco factores decisivos de una victoria inédita" CONAIE 12.07.2019 <https://conaie.org/2019/07/12/resistencia-waorani-cinco-factores-decisivos-de-una-victoria-inedita/>

16. Ecuador: fallo a favor de la comunidad Waorani en litigio con el gobierno por explotación petrolera en la selva amazónica NODAL 12.07.2019 <https://www.nodal.am/2019/07/ecuador-fallo-a-favor-de-la-comunidad-waorani-en-litigio-con-el-gobierno-por-explotacion-petrolera-en-la-selva-amazonica/>
17. "Pueblo Waorani celebra fallo legal contra explotación petrolera en la selva de Ecuador" en América Economía 13.07.2019 en: <https://www.americaeconomia.com/politica-sociedad/politica/pueblo-waorani-celebra-fallo-legal-contra-explotacion-petrolera-en-la-selva-de-ecuador/>
18. Corte Constitucional no dio paso a acción de protección contra sentencia en caso Waorani en El Comercio, 28.11.2019 en <https://www.elcomercio.com/actualidad/corte-constitucional-sentencia-caso-waorani.html> Cf. Corte Constitucional Caso 2826-19-EP del 18.11.2019 Cf. <http://doc.corteconstitucional.gob.ec:8080/alfresco/d/d/workspace/SpacesStore/2936c7d0-b637-403b-8168-ddb948458a43/2826-19-ep-razon-auto.pdf?guest=true>
19. Enfrentamientos entre Policía y comuneros en la paralización en Cotopaxi en La Primicia, 28.01.2019 en: <https://laprimicia.ec/2019/01/28/enfrentamientos-en-cotopaxi-policia-y-comuneros-en-la-paralizacion-en-cotopaxi/>
20. "Indígenas de Cotopaxi bloquearon la E35 en rechazo a medidas económicas" El Comercio 28.01.2019 en: <https://www.elcomercio.com/actualidad/indigenas-cotopaxi-bloqueo-via-economia.html>
21. La Conaie rompe diálogo con el Gobierno, anuncia movilizaciones y pide sumar fuerzas para un paro nacional. El Comercio 24.08.2019 en: <https://www.elcomercio.com/actualidad/conaie-rompe-dialogo-gobierno-movilizacion.html>
22. Cf. CONAIE Resoluciones de la Asamblea Anual Ordinaria 2019 de la CO-NAIE, Archidona-Napo, 27.08.2019 <https://conaie.org/2019/08/27/resoluciones-de-la-asamblea-anual-ordinaria-2019-de-la-conaie/>
23. Lenín Moreno anuncia paquetazo económico como parte del acuerdo con el FMI. NODAL 02.10.2019 en: <https://www.nodal.am/2019/10/lenin-moreno-anuncia-paquetazo-economico-y-reformas-laborales-como-parte-del-acuerdo-con-el-fmi/> ; Cf. también en: Eliminación de subsidio a gasolina y diésel, entre medidas económicas del Gobierno de Ecuador- El Universo 01.10.2019 en: <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/10/01/nota/7543657/elimina-mcion-subsidio-gasolina-diesel-medidas-economicas-gobierno>
24. Autoridades de Carchi anuncian un paro provincial por demandas insatisfechas El Universo 23.09.2019 <https://www.eluniverso.com/noticias/2019/09/23/nota/7530859/autoridades-carchi-anuncian-paro-provincial-demandas-insatisfechas>
25. Ecuador decreta el estado de excepción ante las protestas por el alza del precio del combustible, El País 03.10.2019 en: https://elpais.com/internacional/2019/10/03/america/1570125319_107758.html
26. "Federaciones de transporte anuncian el paro nacional" Teleamazonas 04.10.2019 en: <http://www.teleamazonas.com/2019/10/camara-de-transporte-anuncia-el-paro-nacional/> ;
27. El FMI regresa al Ecuador: ¿misma receta, mismo resultado? Russia Today 04.10.2019 Disponible en: https://issuu.com/la_hora/docs/web_04_octubre
28. Diario La Hora, 04.10.2019 en: https://issuu.com/la_hora/docs/web_04_octubre
29. Paro continuará indignantemente anunciaron dirigentes del MICC La Primicia 05.10.2019 <https://laprimicia.ec/2019/10/05/paro-indignantemente-anunciaron-dirigentes-del-micc/>
30. Datos tomados del Colectivo de Geografía Crítica del Ecuador, "Análisis Espacial de la Resistencia, Protesta Social y Represión Vividas en Ecuador entre el 7 y 14 de Octubre de 2019", Quito, 21.10.2019 disponible en: https://www.cenae.org/uploads/8/2/7/0/82706952/informe_geografia_critica_del_ecuador_21oct2019.pdf
31. Diálogo por la Paz entre el Gobierno y el Movimiento Indígena en Ecuador. 13.10.2019 Secretaría General de Comunicación de la Presidencia en: <https://www.youtube.com/watch?v=Xu2LNwQn8qU&feature=youtu.be>
32. Franklin Ramírez "¿Avance u oportunidad perdida en Ecuador?" en Agenda Pública El País, 09.12.2019 en: <http://agendapublica.elpais.com/avance-u-oportunidad-perdida-en-ecuador/>
33. Reporte de la Misión Internacional de Observación de los Derechos Humanos en Ecuador. Visita realizada del 17 al 21 de octubre de 2019. CDES en <http://cdes.org.ec/web/wp-content/uploads/2019/11/a.REPORTE-DE-LA-MISION-INTERNACIONAL-10.2019-.docx.pdf>
34. CIDH Presenta observaciones de su visita a Ecuador 14.01.2020 en: <http://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2020/008.asp>

Pablo Ortiz-T., sociólogo, profesor de la Universidad Politécnica Salesiana UPS Sede Quito. Contacto: mushukster@gmail.com

Source : IWGIA *El Mundo Indígena* 2020

Traduction par **Anne - Lise Naizot**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique latine